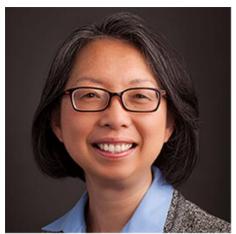


L'équité inclut l'égalité : Appliquer les concepts d'égalité, de diversité et d'inclusion dans vos pratiques d'adjudication Panélistes

Sherry Liang, Membre, Tribunal de discipline des médecins et chirurgiens de l'Ontario



Maître Sherry Liang est membre du Tribunal de discipline des médecins et chirurgiens de l'Ontario et de l'organisme précédent depuis 2021. Auparavant, elle a été commissaire adjointe au bureau du Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (CIPVP) de l'Ontario, où elle supervisait les enquêtes et le règlement des plaintes relatives à la protection de la vie privée dans le secteur de la santé et le secteur public, ainsi que les appels en matière d'accès à l'information. Le mandat de Me Liang en tant que commissaire adjointe a été marqué par une plus grande transparence et des avancées importantes dans la

jurisprudence de la CIPVP en matière de protection de la santé. Elle a également contribué à l'élaboration de lois sur les droits de la personne et les relations de travail en occupant le poste de vice-présidente du Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, de la Commission des relations de travail de l'Ontario et de la Commission de règlement des griefs de l'Ontario, ainsi que le poste de coprésidente du Tribunal de l'Université de Toronto. Me Liang a été l'un des trois conseillers experts du professeur Harry Arthurs à la Commission sur l'examen des normes du travail fédérales. Elle a pris la parole lors de conférences sur le droit du travail, les droits de la personne et le droit administratif, ainsi que sur le droit à la vie privée et l'accès à l'information. Avant de devenir arbitre, elle a exercé le droit du travail. Me Liang est titulaire d'un B.A. (arts) de l'Université Queen's, ainsi que d'un LL.B. et d'une LL.M (droit administratif) de la faculté de droit de l'Université de Toronto.

Simmi K. Sandhu, Présidente, Tribunal civil de résolution des conflits de la Colombie-Britannique



Simmi K. Sandhu a une formation d'avocate et a été admise au Barreau de la C.-B. en 1990. Ses domaines de pratique comprennent le droit administratif, les litiges civils, le droit des affaires, le droit commercial et les transactions immobilières.

De plus, elle a une vaste expérience dans les procédures quasi-judiciaires, ayant agi comme présidente du Conseil arbitral pour plus de six ans. Elle a également une formation et de l'expérience en matière de résolution de conflits et de médiation.

Simmi a été la Présidente sortante et administratrice du Conseil des tribunaux administratifs de la Colombie-

Britannique (BCCAT) et est actuellement formatrice du BCCAT. Elle a formé plusieurs adjudicateurs et adjudicatrices sur le droit administratif, les compétences en matière d'audiences et de rédaction des décisions, dont les conseillers des Barreaux de la C.-B. et de l'Alberta, ainsi que les membres du Tribunal civil de résolution de conflits, de l'Utilities Commission de la C.-B., de l'Université Simon Fraser, et autres.

En 2014, Simmi a reçu le Prix du BCCAT pour son service exceptionnel envers la communauté des tribunaux administratifs. Elle a également servi comme membre au sein du Comité sur l'égalité et la diversité de l'Association du Barreau canadien (division de la C.-B.).

Elle a été nommée vice-présidente de la Commission d'appel en matière d'évaluation, de 2001 à 2015, après quoi elle a été nommée Présidente intérimaire, puis Présidente et P.D.G. de la Commission. Elle a également été vice-présidente de la Commission des droits de surface jusqu'en 2021.

En 2018, Simmi a été nommée juge du Tribunal d'appel des Nations-Unies par l'Assemblée Générale des Nations-Unies.

La juge de paix Marisha Roman, Cour de justice de l'Ontario



La juge de paix Marisha Roman a été admise au barreau en 1996. Elle a été avocate de la Commission civile de l'Ontario sur la police auprès de Tribunaux décisionnels Ontario, conseillère en matière d'initiatives et de politiques autochtones au Barreau de l'Ontario et responsable de la sensibilisation des Autochtones aux services centraux de la CIBC. Elle a siégé à la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille et à la Commission de révision des placements sous garde. Elle a été membre du comité consultatif autochtone d'Aide juridique Ontario et directrice/membre du conseil des services juridiques autochtones. La juge de paix Roman est titulaire d'un diplôme en droit.

Melissa Luhtanen, J.D., Conseillère juridique principale, Commission des droits de la personne de l'Alberta



Melissa Luhtanen est conseillère juridique principale auprès du Tribunal et du Commissaire en chef de la Commission des droits de la personne de l'Alberta. Elle est une experte en matière de droit administratif et de droits de la personne. De 2011 à 2017, elle a siégé comme membre de la Commission des droits de la personne de l'Alberta.

Plusieurs organisations tant du secteur privé que des gouvernements ont fait appel à Melissa comme consultante dans les domaines de politique des droits de la personne. Elle a enseigné les principes des droits de la personne à différents secteurs, dont le monde des affaires,

le système judiciaire, les autorités policières, les gouvernements et le domaine de l'éducation.

En plus des nombreuses décisions qu'elle a prises en tant que membre du Tribunal, elle a aussi écrit plusieurs articles sur la discrimination, le harcèlement et l'obligation juridique de trouver des accommodements et s'est adressée à plusieurs auditoires sur ces enjeux.

Actuellement, Melissa fait du bénévolat auprès de plusieurs comités pour aider les tribunaux dans leur travail, dont le Comité de Vérité et de Réconciliation du Conseil des tribunaux administratifs canadiens.